

Le gouvernement canadien se doit de traiter nos Indiens et nos Métis avec respect et ce n'est pas tout, car il se doit aussi de leur assurer les moyens voulus pour se développer au double plan individuel et collectif. Une politique sur les autochtones du Canada doit d'abord, c'est une condition indispensable, être préparée puis mise en vigueur de concert avec les représentants élus par eux. Ménager des occasions, c'est assurer une liberté d'action, c'est-à-dire que nos indigènes devraient pouvoir décider d'eux-mêmes s'ils resteront au sein de leur collectivité ou s'ils iront vivre ailleurs. Dans un cas comme dans l'autre, rien ne doit leur nuire du point de vue social ou économique.

«Occasions» signifie également moyens d'instruction. On devrait accorder une plus grande importance aux programmes d'enseignement conformes à la culture et à la langue des indigènes, à tous les échelons de l'enseignement. Opportunité signifie également expansion économique. Avec la collaboration des autochtones eux-mêmes il faut procéder à d'autres études de faisabilité du potentiel économique qu'offrent les terres indiennes du Canada. Il faut que le gouvernement libère des capitaux de mise en valeur aux conditions les plus généreuses possibles en vue de développer ce potentiel. Voilà quelques-unes des initiatives que le gouvernement fédéral doit prendre afin de créer un climat permettant aux autochtones de s'affirmer. Mais le discours du trône ne prévoit rien en ce sens.

Quant à notre pays dans son ensemble et à son économie, nous sommes tous maintenant en mesure de traiter de questions de politique économique sans connaître encore la politique gouvernementale à l'égard des investissements étrangers qu'on dit avoir été décidée avant Noël et qui pourrait avoir des répercussions sensibles sur toutes les recommandations éventuelles relatives à la politique à adopter pour lutter contre le chômage. Le gouvernement s'est si bien habitué à réagir aux problèmes qui se posent à lui du point de vue exclusif de ses propres intérêts politiques qu'il est maintenant totalement incapable de se comporter franchement vis-à-vis du public. Il est également incapable de lui donner de nouvelles orientations. Il est heureux qu'existe un autre gouvernement capable de redresser ce défi et de donner ces orientations.

J'ai déjà établi nettement que nous nous engageons à atteindre un niveau de plein emploi fondé sur l'initiative et la valeur personnelles et à aboutir à une justice sociale pour tous, non pas sous forme de slogan mais de plein droit. Mais cela ne saurait suffire. Si nous désirons réaliser la société que nous voulons, il faut y travailler. Il faut que nous mettions au point une stratégie nationale de survie et davantage que de survie. Il nous faut élaborer une stratégie créant un climat qui permettra aux Canadiens d'exceller et de bien vivre. Ce n'est l'affaire d'aucun gouvernement de dire aux gens comment ils doivent vivre leur vie. C'est pencher vers le totalitarisme. Il appartient toutefois au gouvernement de s'assurer qu'il existe au pays un climat propice à l'épanouissement de ses citoyens. Il faut, bien sûr, une stratégie économique à l'échelle nationale, non pas une qui soit imposée aux Canadiens par des arrêts de bureaucrates mais une que nous réalisons grâce à l'entraide mutuelle.

D'où la nécessité de consultations ininterrompues et franches entre le gouvernement fédéral et les provinces, non pour retirer un avantage politique d'une sorte de confrontation politique artificielle, mais pour établir nos priorités communes. Nous n'avons nullement progressé dans ce domaine au cours des quatre dernières années. Il doit y avoir consultation des divers secteurs économiques de notre pays, de la grande industrie, des syndicats, des

hommes d'affaires, des cultivateurs et des producteurs primaires en général.

Une telle stratégie ne peut surgir par génération spontanée. Le gouvernement fédéral en prend en quelque sorte l'initiative. Malheureusement, le gouvernement n'a rien fait qui vaille dans ce sens au cours de ces quatre années au pouvoir. Une telle stratégie suppose l'analyse minutieuse des possibilités des marchés internationaux, laquelle nous permettra de déterminer l'orientation à donner à nos industries d'exportation, et non simplement cette sorte d'hypocrisie officielle que nous avons connue et qui nous a enseigné que notre politique était officiellement fondée sur le multilatéralisme, alors qu'en fait nous commerçons de plus en plus avec un seul pays. Elle suppose une analyse toute aussi minutieuse de notre propre potentiel industriel qui nous permettra de déterminer sur quels secteurs nous devons mettre l'accent. Dans certains domaines nos affaires vont très bien. Nous devrions voir à assurer de l'expansion et de l'ampleur à ces secteurs. C'est le secteur économique que nous devons relever, mais il n'est certainement pas le seul.

Notre stratégie doit également voir à ce qu'en plus des réalités économiques, la qualité du milieu dans lequel doivent vivre les Canadiens devienne, s'améliore et se diversifie davantage dans les années à venir. Nous devons protéger notre milieu physique et culturel. Je ne crois pas qu'il doive y avoir de conflit entre ces deux objectifs. Il ne doit pas y avoir de conflit, si nous voulons réaliser une société équitable pour le bénéfice de tous les Canadiens.

La société équitable que nous recherchons résulte à la fois d'une croissance économique forte et d'une planification minutieuse de la conservation de notre milieu. Ceci dit, nous devons, de plus, voir à ce que les Canadiens qui, à cause de leur âge ou d'une invalidité, ne peuvent pas pleinement jouer leur rôle dans notre économie, jouissent d'un niveau de vie convenable. Tels sont les objectifs que nous devons nous fixer pour les années qui viennent, et nous devons faire beaucoup de progrès en ce sens d'ici quatre ans. Bien des tâches difficiles nous attendent, monsieur l'Orateur, mais notre tâche fondamentale consistera à tracer de nouvelles voies pour notre pays après les années creuses, les années d'errance, qui vont heureusement bientôt s'achever.

• (1420)

**L'hon. M. Pepin:** Quelle utopie!

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, je propose donc, avec l'appui du député de Saint-Jean-Lancaster (M. Bell):

Que les mots «Chambres du Parlement» soient suivis de:

Mais nous regrettons respectueusement que votre gouvernement n'ait absolument pas su créer un climat économique qui permette aux Canadiens d'avoir confiance en l'avenir, qu'il n'ait pas su non plus les protéger contre l'isolement causé par le dénuement économique, mais qu'il ait en fait élargi le fossé qui sépare les nantis des nécessiteux.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je me joins au chef de l'opposition pour féliciter le député de Bruce (M. Whicher) et celui de Trois-Rivières (M. Lajoie), qui ont respectivement proposé et appuyé l'Adresse en réponse au discours du trône. L'un des aspects agréables, mais rares, du débat où nous sommes engagés est l'occasion qui nous est offerte d'entendre des représentants élus nous rappeler que tous nos travaux et toutes les décisions que le gouvernement adopte en matière de politique ou de programmes visent finalement le bien-être des Canadiens.